

Chronique d'une année sous tension



**Lire et Écrire Wapi
Rapport d'activités 2025**

Douze mois, douze pages :

Chronique d'une année sous tension

Introduction	2
JANVIER : Une rentrée sous pression institutionnelle et administrative	3
FÉVRIER : Relancer un projet et objectiver les tensions internes	4
MARS : Maintenir les missions dans un contexte de restrictions budgétaires	5
AVRIL : Prévenir les risques et travailler l'accessibilité des services publics	6
MAI : Défendre les dispositifs face aux incertitudes budgétaires	7
JUIN : Valoriser les engagements des apprenants et dresser les constats annuels	8
JUILLET : Approfondir le travail organisationnel et faire face à une rupture majeure	9
AOÛT : Préparer les transitions tout en absorbant l'augmentation des demandes	10
SEPTEMBRE : Gagner en visibilité dans un contexte d'incertitudes	11
OCTOBRE : Former l'équipe et ajuster les projets aux réalités rencontrées	12
NOVEMBRE : Sécuriser l'avenir matériel et renforcer la prévention interne	13
DÉCEMBRE : Clôturer l'année et préparer les suivantes	14
Conclusion et perspectives : changer pour continuer	15
Annexe : Évolution des publics 2015-2025	18

Introduction

Marquée par un nombre record de femmes et d'hommes en formation (n=345), l'année 2025 aura été, pour Lire et Écrire Wallonie picarde, une année dense et exigeante, révélatrice des tensions croissantes dans le secteur de l'alphabétisation et de l'insertion socioprofessionnelle. Ce rapport met en lumière le décalage grandissant entre l'augmentation des besoins sur le territoire et la réduction progressive des moyens disponibles.

Derrière les formations, les projets et les partenariats, un important travail d'adaptation et de sécurisation des financements s'est poursuivi, dans un contexte marqué par des contrôles, des incertitudes budgétaires et des décisions politiques ayant des impacts concrets sur l'emploi, les équipes et l'accueil des publics.

Dans le même temps, les réalités rencontrées sur le terrain continuent de se complexifier. L'augmentation des demandes de formation, la précarisation croissante d'une partie des apprenant.es, les difficultés d'accès aux droits, les questions de santé mentale, d'isolement social ou d'illectronisme interrogent de plus en plus les limites et les capacités d'action de l'équipe.

Parallèlement, 2025 reflète l'engagement constant des travailleurs, bénévoles, apprenant-es et partenaires à maintenir des espaces d'apprentissage, de solidarité, de participation et d'émancipation. Malgré les restrictions et les incertitudes, Lire et Écrire Wallonie picarde a poursuivi ses actions de formation, de sensibilisation et de développement de projets collectifs, tout en renforçant le travail mené autour du bien-être au travail, de la prévention des risques psychosociaux et du soutien à l'équipe.

Cette année aura également été marquée par plusieurs transitions importantes : une réflexion approfondie sur les pratiques organisationnelles, des décisions difficiles en matière d'emploi, ainsi qu'un déménagement consécutif à la perte des locaux de la rue des Sœurs de Charité. Loin d'être anodins, ces changements interrogent directement les conditions de pérennité des actions et la capacité de l'ASBL à répondre durablement aux besoins des publics les plus fragilisés.

Douze pages, douze mois, qui racontent, à travers des exemples choisis, une année faite de tensions, d'adaptations permanentes, d'engagements collectifs et de transformations profondes. Elles témoignent à la fois de la mobilisation de l'équipe et des fragilités structurelles qui traversent aujourd'hui le secteur associatif, dans un contexte où le droit à l'alphabétisation est mis à mal.

Cette immersion dans les douze mois de l'année 2025 offre une vision au plus près des réalités du terrain : les contraintes, mais aussi les projets, les dynamiques et le travail concret qui permettent, au quotidien, de faire vivre une ASBL comme la nôtre.

Les lectrices et lecteurs souhaitant une version plus synthétique et illustrée de nos activités pourront se référer à la page centrale, qui propose une lecture chiffrée ainsi qu'un aperçu en images de l'année.

Il nous a toutefois semblé essentiel de ne pas nous limiter à cette seule « vitrine », mais de proposer une lecture plus immersive du fonctionnement de l'ASBL, au plus près des réalités qui traversent notre action au quotidien.

JANVIER : Une rentrée sous pression institutionnelle et administrative

Le mois de janvier 2025 est marqué par un contrôle européen concluant, la poursuite d'un travail interne sur les risques psychosociaux, ainsi que par une confirmation nette de l'ampleur des besoins en alphabétisation sur le territoire, réaffirmée notamment à travers la dynamique de la Plateforme Alpha Wapi.

Contrôle du projet AMIF par l'Agence FSE

En janvier, l'Agence FSE mène un contrôle du projet AMIF « *Dispositif d'alpha-FLE en Wallonie picarde* » portant sur l'année 2023. Sur un montant total de 144.625,13€ financés, le rejet final s'élève à 1.555,89€, soit un écart limité au regard des exigences liées aux financements européens.

Ce résultat témoigne de la rigueur administrative développée par l'ASBL ainsi que de l'expérience acquise depuis plus de vingt-cinq ans dans le suivi de financements européens. Il rappelle également l'importance du travail administratif, indispensable à la sécurisation des financements et à la continuité des actions de terrain. Sans dossiers solides, pas de financement. Sans financement, pas de groupes. Sans groupes, pas de formation.

Analyse des risques psychosociaux : un travail collectif en cours

L'année 2025 s'ouvre avec un travail déjà engagé en arrière-plan : la poursuite de l'analyse des risques psychosociaux menée avec le CESI dans le cadre du système dynamique de gestion des risques (SDGR).

Initiée en 2024 à la suite d'une proposition de la direction validée par le Conseil d'administration, la démarche continue progressivement à prendre forme à travers un comité de pilotage, des rencontres avec l'équipe, des groupes de discussion ainsi que des entretiens individuels avec les membres de la ligne hiérarchique.

Une forte demande de formation

La rentrée de janvier confirme l'importance des besoins en alphabétisation sur le territoire. À la reprise des formations, 234 apprenants sont inscrits dans au moins l'un des 22 groupes que nous organisons.

Parallèlement, 56 nouvelles demandes de formation sont enregistrées au cours du premier trimestre, issues de l'orientation par une quinzaine de partenaires différents. Ces éléments traduisent la reconnaissance du rôle de Lire et Écrire Wallonie picarde tout en soulignant la pression croissante exercée sur les dispositifs existants.

L'alphabétisation réaffirmée comme priorité territoriale

En janvier également, les membres de l'*Instance Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi Wapi* réaffirment l'importance de maintenir l'alphabétisation comme axe prioritaire du territoire via le pôle de synergies «*Plateforme Alpha Wapi*». Cette position s'inscrit dans un cadre stratégique partagé par les acteurs du territoire. Cette plateforme rassemble des acteurs issus des secteurs de la formation, de l'insertion, de l'emploi, de la culture et de l'action sociale autour d'un objectif commun: renforcer le droit à l'alphabétisation pour tous en Wallonie picarde.

La plateforme soutient notamment des actions de sensibilisation, la formation de professionnels, le développement de réseaux Alpha communaux (à Ath, Comines, Mouscron et Tournai), l'amélioration de l'orientation des publics ainsi que différentes initiatives visant à rendre les services plus accessibles aux personnes en situation d'illettrisme.

FÉVRIER : Relancer un projet et objectiver les tensions internes

Le mois de février 2025 est marqué par la relance d'un dispositif de formation en partenariat avec le Forem, la restitution des résultats de l'analyse des risques psychosociaux et des actions de sensibilisation autour de l'illettrisme et de l'illectronisme. Ces éléments mettent en lumière les ajustements permanents nécessaires pour maintenir les actions de formation.

Relance du projet « Renforcement des compétences » avec le Forem

En février, en partenariat avec le Forem, le projet *Alpha Industrie* accueille les premiers apprenants dans le cadre de l'appel à projets *Parcours de renforcement des compétences*. Le projet vise à renforcer les compétences de base de demandeurs d'emploi peu scolarisés ou fragilisés afin de faciliter leur accès ou leur maintien dans des formations qualifiantes organisées par le Forem.

Le démarrage du dispositif s'effectue dans des délais contraints, la sélection du projet ayant été annoncée le 24 décembre 2024, ce qui a nécessité une organisation rapide pour démarrer en janvier. S'il ne permettra pas d'atteindre pleinement les ambitions initiales, il contribuera néanmoins à sécuriser plusieurs parcours et met en évidence des difficultés structurelles persistantes : instabilité des groupes, hétérogénéité des profils et contraintes organisationnelles.

Restitution de l'analyse des risques psychosociaux

En février également, le CESI présente au comité de pilotage les résultats de l'analyse des risques psychosociaux menée auprès de l'équipe. Cette restitution marque le début d'un travail d'appropriation collective des constats et de construction progressive d'un plan d'action.

L'analyse réalisée par le CESI met en évidence plusieurs tensions liées notamment à la communication interne, aux procédures de travail, à la charge administrative, à la charge émotionnelle ainsi qu'au fonctionnement global de l'organisation. Sur les 28 dimensions évaluées, 15 ont été jugées satisfaisantes, 11 « à améliorer si possible » et 2 ont été identifiées comme prioritaires : la communication et les procédures de travail.

Sensibiliser au monde du travail et à la représentation syndicale

À la demande du Cepag, nous intervenons dans 5 groupes d'une formation destinée à des délégués syndicaux de la Centrale générale. L'objectif est de renforcer leur capacité à identifier les situations d'illettrisme, d'analphabétisme et d'illectronisme dans le monde du travail.

Les échanges portent sur les conséquences de ces difficultés dans la vie professionnelle, notamment en matière d'accès à l'information, à la formation et à l'exercice des droits. Ils abordent également les leviers permettant de développer des pratiques de communication plus accessibles et inclusives au sein des entreprises.

MARS : Maintenir les missions dans un contexte de restrictions budgétaires

Le mois de mars 2025 met en lumière les tensions qui traversent le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, dans un contexte de réduction des moyens et de fragilisation croissante des publics. Il est également marqué par des projets culturels et des actions de sensibilisation qui constituent des espaces d'expression et de valorisation pour les apprenant-es.

Filière CISP : des tensions budgétaires face à des publics de plus en plus fragilisés

En mars, l'Interfédération des CISP dénonce publiquement la diminution linéaire de 2% des subventions accordées au secteur ainsi que l'absence d'indexation des moyens alloués pour 2025. Cette décision intervient alors même que les centres sont confrontés à une augmentation importante des demandes de formation et à une complexification croissante des situations rencontrées sur le terrain.

Pour notre ASBL, agréée à hauteur de 34.565 heures de formation, cette évolution accentue une tension déjà structurelle: assurer 100% des heures agréées tout en étant financée à 98%. Parallèlement, les réalités observées témoignent également d'une précarisation croissante des publics accompagnés, notamment en matière d'accès aux droits, de stabilité administrative et d'insertion socioprofessionnelle.

Dans ce contexte, les inquiétudes exprimées par le secteur portent autant sur la pérennité des dispositifs que sur la capacité des équipes à continuer à accompagner durablement les publics les plus éloignés de la formation et de l'emploi.

Participation à « Tournai Ville en Poésie »

Pour la neuvième année consécutive, nous participons à l'événement *Tournai Ville en Poésie*, organisé pour cette édition autour du thème *Fiesta poética*. À partir de leurs expériences, souvenirs et références culturelles, plusieurs groupes de formation réalisent des créations collectives autour des fêtes, des traditions et des moments marquants de la vie.

Albums photographiques, panneaux autour des recettes et repas festifs, installations visuelles mettant en valeur les différentes nationalités présentes dans les groupes ainsi qu'un travail poétique autour de phrases inscrites sur des bougies destinées à illuminer une grande table de fête collective.

Cette table festive, construite progressivement par les différents groupes, est présentée à la maison de la laïcité lors d'une soirée organisée avec les partenaires de la plateforme interculturelle.

Formation d'écrivains publics en partenariat avec PAC

À la demande de PAC Wallonie picarde, nous intervenons dans le cadre de la formation de base des écrivains publics. Cette intervention vise à sensibiliser les participants aux réalités de l'illettrisme, de l'analphabétisme et de l'illectronisme.

Les échanges portent sur les difficultés rencontrées par de nombreuses personnes dans leurs démarches administratives et leur accès aux droits, ainsi que sur les manières de développer des pratiques de communication plus accessibles aux personnes illettrées.

AVRIL : Prévenir les risques et travailler l'accessibilité des services publics

Le mois d'avril est marqué par une inspection en matière de bien-être au travail, le renforcement des actions de sensibilisation à l'illettrisme dans le secteur de la santé et le développement de partenariats locaux visant à améliorer l'accessibilité des services aux publics.

Inspection du SPF Emploi – Contrôle du bien-être au travail

En avril, le SPF Emploi mène une inspection relative au bien-être au travail au sein de notre ASBL, dans le cadre du programme national de contrôle pluriannuel en matière de prévention et de protection au travail.

La préparation de cette inspection nécessite un travail important de rassemblement et d'actualisation des documents liés à la prévention, aux procédures internes, à la sécurité et au suivi du personnel.

Le rapport met en évidence plusieurs points nécessitant des adaptations ou des mises à jour. Il souligne également des éléments positifs comme la réalisation de l'analyse des risques psychosociaux avec le CESI.

Sensibiliser le personnel hospitalier aux enjeux de l'illettrisme

En avril aussi, nous poursuivons et renforçons la collaboration avec le Centre Hospitalier de Mouscron (CHM) autour de la prise en compte de l'illettrisme et des personnes illettrées dans le secteur des soins de santé.

Dans ce cadre, un dispositif de sensibilisation et de formation à destination du personnel administratif et d'accueil de l'hôpital est mis en place. L'objectif est de permettre aux participants de mieux comprendre les réalités de l'illettrisme, de l'analphabétisme et de l'illectronisme, d'identifier certaines situations de difficulté chez les patients et de développer des pratiques de communication plus accessibles et inclusives. Le dispositif proposé est clairement séquencé : une première étape de sensibilisation a réuni 100 membres du personnel, suivie d'un parcours de formation dans lequel s'engagent 68 travailleurs.

Ce travail s'inscrit dans une dynamique engagée depuis 2018 visant à améliorer durablement l'accessibilité des soins.

Au-delà du CHM, les actions de sensibilisation et de formation des professionnels menées en 2025 se sont élargies à d'autres publics et partenaires. Des interventions sont ainsi développées auprès de relais tels que les CPMS et des futur-es instituteur-rices primaires de la HELHa.

Par ailleurs, Lire et Écrire Wallonie picarde intervient également au sein du Réseau Alpha Mouscron. Initié en 2014, celui-ci constitue une dynamique locale structurée, renforcée en 2024 par la création d'un poste de coordination et d'écrivain public soutenu par la commune. En 2025, les formations co-organisées dans ce cadre réunissent 54 participant-es issus d'acteurs locaux variés (CPAS, services communaux, ASBL,...). Elles permettent de renforcer les compétences en repérage des difficultés, en adaptation de la communication et en orientation des publics.

Ces actions rencontrent un vif intérêt et suscitent de nouvelles demandes, auxquelles nous ne pourrons toutefois probablement pas répondre en 2026 faute de moyens.

MAI : Défendre les dispositifs face aux incertitudes budgétaires

Le mois de mai 2025 est marqué par un temps d'échange entre les centres d'insertion socioprofessionnelle de Wallonie picarde et plusieurs responsables politiques du territoire. Cette rencontre s'inscrit dans un contexte d'inquiétudes croissantes liées à l'évolution des financements et à l'augmentation des besoins sociaux.

Rencontre entre les CISP de Wallonie picarde et des élus du territoire

En mai, la plateforme des CISP de Wallonie picarde organise un petit-déjeuner de rencontres réunissant plusieurs centres d'insertion socioprofessionnelle ainsi que des représentants politiques de différents partis démocratiques.

Cette matinée vise à sensibiliser les élus aux réalités vécues par les publics accompagnés, au rôle joué par les CISP dans les parcours d'insertion et aux inquiétudes exprimées par le secteur face aux perspectives budgétaires et aux réformes annoncées. Les échanges portent notamment sur l'évolution des profils accueillis, la précarisation d'une partie des publics et la complexification croissante des parcours d'insertion.

Les participants attirent également l'attention sur les conséquences concrètes des décisions régionales annoncées pour les opérateurs de terrain. Plusieurs inquiétudes sont exprimées quant à la réduction linéaire de 2% des subventions, à la non-indexation des enveloppes financières ainsi qu'au moratoire annoncé sur les heures et les agréments. Cette rencontre contribue à renforcer le dialogue entre acteurs de terrain et responsables politiques tout en rappelant l'importance de maintenir des dispositifs accessibles aux publics les plus fragilisés.

Création d'un poste d'assistante administrative

En mai 2025, nous recrutons et consacrons un important temps d'écolage à une assistante administrative afin de faire face à la charge de travail conséquente liée au nombre croissant de personnes orientées vers nos dispositifs de formation.

Hélas, au regard des diminutions budgétaires qui touchent progressivement plusieurs de nos sources de financement, ce poste ne pourra être renouvelé au-delà du 31 décembre 2025.

Plus largement, notre ASBL connaîtra, en 2025, d'importantes modifications en matière d'emploi en raison de la diminution ou de la stagnation de plusieurs subsides publics, de la fin de certains financements spécifiques ainsi que de l'augmentation continue des coûts salariaux et de fonctionnement. Ces évolutions devront également être articulées avec les réalités internes de l'organisation du travail, notamment les demandes de réduction du temps de travail. Dans un contexte où les subventions publiques financent 100 % de nos activités, et malgré une demande de formation toujours en hausse, nous devons engager une réorganisation importante visant à préserver en priorité notre cœur de mission : le maintien des groupes de formation et des heures pédagogiques nécessaires à l'équilibre de nos dispositifs.

JUIN : Valoriser les engagements des apprenants et dresser les constats annuels

Le mois de juin 2025 est marqué à la fois par un projet collectif porté par les apprenants dans le cadre des 40 ans de l'ASBL et par la tenue de l'assemblée générale annuelle. Ces temps permettent de valoriser les parcours tout en faisant le point sur la situation institutionnelle et financière.

Un projet collectif porté par le groupe de Péruwelz

Dans le cadre des 40 ans de Lire et Écrire Wallonie picarde, le groupe de Péruwelz organise un événement festif destiné à présenter les activités menées au cours de l'année aux proches des apprenants, aux partenaires et à d'autres groupes de l'ASBL.

Entre janvier et juin, les apprenants travaillent chaque semaine à la préparation du projet : organisation de réunions, rédaction de courriers et d'invitations, recherches, préparation des supports de communication et réflexion collective sur le déroulement de l'événement. Ce travail permet de développer des compétences en expression orale et écrite, en organisation, en numérique, en coopération et en prise d'initiative. L'événement, organisé le 26 juin 2025 en collaboration avec les Ouvriers du Cœur, rassemble apprenants, proches, partenaires, élus et membres de l'équipe autour d'un moment convivial dont les apprenants assurent une grande partie de l'organisation et de l'accueil.

L'évaluation menée à l'issue du projet mettra en évidence une forte satisfaction du groupe, notamment autour du sentiment d'avoir osé, construit ensemble, communiqué et mené à bien un projet collectif ambitieux. Plusieurs participants, initialement peu confiants dans leurs capacités, souligneront le chemin parcouru tout au long de cette expérience.

Participation à la Fête de la diversité organisée par la PIT

En juin également, plusieurs groupes de formation participent à la *Fête de la diversité* organisée par la Plateforme pour l'Interculturalité à Tournai (PIT), dans le cadre de la *Journée mondiale des réfugiés*.

À travers des animations menées dans les groupes, les apprenants ont échangé autour des questions d'identité, de parcours migratoires, de langues, de cultures et de vivre-ensemble. Ce travail collectif a permis de favoriser la rencontre entre des réalités diverses et a débouché sur la création d'une œuvre exposée publiquement lors de l'événement.

Assemblée générale de l'ASBL

Le 20 juin 2025 se tient l'assemblée générale annuelle. Cette assemblée permet d'approuver le procès-verbal de l'année précédente, de procéder à plusieurs mouvements au sein des instances et au renouvellement partiel de l'organe d'administration.

Le rapport d'activités 2024, les comptes et le bilan de l'exercice sont également présentés et approuvés. Le rapport du réviseur souligne la qualité de gestion de l'ASBL.

Des points d'attention sont toutefois formulés concernant les incertitudes budgétaires pour les années à venir, dans un contexte marqué par la fragilisation progressive de plusieurs financements publics.

JUILLET : Approfondir le travail organisationnel et faire face à une rupture majeure

Le mois de juillet 2025 est marqué par la poursuite du travail engagé autour des risques psychosociaux, par différentes démarches de soutien à l'équipe et par une annonce décisive concernant les locaux de l'ASBL. Ces éléments renforcent les enjeux organisationnels et humains déjà présents depuis le début de l'année.

Formation de l'équipe sur les questions d'hygiène et de précarité

Une partie de l'équipe participe à une formation organisée avec l'ASBL *Infirmiers de rue* autour des questions d'hygiène et de précarité. Cette formation fait écho aux réalités rencontrées de plus en plus fréquemment dans l'accompagnement des apprenants.

Elle vise à développer des postures adaptées, bienveillantes et non stigmatisantes face à des situations humaines parfois complexes. Elle contribue également à soutenir l'équipe confrontée à des problématiques dépassant souvent le cadre strict de l'alphabétisation.

Travail collectif autour du plan d'action relatif aux risques psychosociaux

En juillet, une journée de travail réunissant l'ensemble de l'équipe est organisée dans le cadre de la poursuite du travail engagé autour de l'analyse des risques psychosociaux menée avec le CESI. Plusieurs pistes d'amélioration, ajustements et priorités sont imaginés afin d'alimenter un document de travail évolutif destiné à accompagner la mise en œuvre progressive des actions retenues.

Entretiens annuels d'évaluation et de développement des compétences

Durant l'été, les entretiens annuels d'évaluation et de développement des compétences sont organisés avec les membres de l'équipe. Préparés à partir d'une démarche d'autoévaluation, ces entretiens permettent de faire le point sur les missions réalisées et les difficultés rencontrées.

Ils constituent également un espace d'échange autour des besoins de soutien et des perspectives de développement des compétences, dans un contexte marqué par l'évolution des missions et la complexification des situations accompagnées.

Projet « Cartes postales »

Des groupes d'apprenants initient un projet d'interpellation politique sous forme de cartes postales adressées au ministre Coppieters, envoyées à l'occasion du 8 septembre (Journée internationale de l'alphabétisation) et utilisées comme support d'invitation à l'événement du 12 septembre. Elles illustrent les obstacles rencontrés au quotidien lorsque lire et écrire restent difficiles. Sans réponse du ministre, elles susciteront néanmoins des réactions recueillies dans un micro-trottoir réalisé à l'occasion de l'Afterwork de septembre.

L'ASBL sommée de quitter ses locaux

Le 14 juillet 2025, la direction est convoquée par le CPAS de Tournai qui l'informe de la nécessité de libérer les locaux de la rue des Sœurs de Charité dans l'année qui vient. Cette annonce ouvre un chantier important de déménagement, avec des enjeux logistiques, humains, organisationnels et financiers majeurs pour notre ASBL.

La question du relogement devient immédiatement un axe prioritaire afin d'assurer la continuité des missions et des activités dans un nouveau lieu, dans des conditions compatibles avec les besoins des apprenants et le travail des équipes.

AOÛT : Préparer les transitions tout en absorbant l'augmentation des demandes

Le mois d'août 2025 est marqué par les premières démarches concrètes liées au futur déménagement de l'ASBL, par la poursuite du travail autour des financements européens et par une rentrée confirmant l'augmentation continue des demandes de formation.

Premières démarches de recherche de nouveaux locaux

À la suite de l'annonce de la perte des locaux, les premières démarches concrètes de recherche d'un nouveau site sont engagées durant le mois d'août.

Cette recherche met rapidement en évidence la difficulté de concilier accessibilité pour les apprenants, qualité des conditions de travail, conformité des infrastructures et viabilité financière.

Au total, une quinzaine de visites seront nécessaires pour trouver un espace adéquat.

Mise en avant du témoignage d'une apprenante par l'Agence FSE

En août, l'Agence FSE met en avant le témoignage d'une apprenante de Tournai dans le cadre de sa campagne «*Des nouvelles de chez vous*». À travers ce témoignage, l'Agence illustre concrètement les effets d'un parcours d'alphabétisation sur l'autonomie et la reconstruction des liens sociaux.

Introduction d'une demande de reconduction FSE+ jusqu'en 2027

Au cours de l'été 2025, nous introduisons une demande de reconduction FSE+ pour le projet «*Alphabétisation pour tous en Wallonie picarde*» jusqu'à fin 2027. Ce projet s'adresse à des publics particulièrement fragilisés, notamment des personnes confrontées à des situations de grande précarité, de santé mentale ou d'isolement social.

En 2025, le dispositif accueille 28 personnes, dont 10 nouvelles entrées. Il permet des évolutions positives en matière d'autonomie, de prise de parole, d'estime de soi et de diminution du sentiment d'isolement.

Journées d'échanges de pratiques de l'équipe pédagogique

Durant l'été, deux journées d'échanges de pratiques sont organisées à destination des formateurs salariés et bénévoles. La première est consacrée à *l'apprentissage de la communication orale*, la seconde à *l'apprentissage de la lecture et de l'écriture*.

Ces temps favorisent le partage d'expériences, la mutualisation d'outils pédagogiques et une réflexion collective autour des pratiques développées au sein des groupes de formation.

Reprise des formations et augmentation des demandes

La reprise des formations à la fin du mois d'août confirme une hausse importante des demandes de formation, en particulier dans les groupes d'alpha oral. Pour l'ensemble de l'année 2025, Lire et Écrire Wapi enregistre 347 demandes de formation et réalise 264 entretiens d'accueil, conduisant à 141 entrées effectives en formation, dont 100 premières inscriptions.

SEPTEMBRE : Gagner en visibilité dans un contexte d'incertitudes

Le mois de septembre 2025 est marqué par la célébration des 40 ans de notre ASBL et par la Journée internationale de l'alphabétisation. Il combine une forte visibilité des actions menées par l'ASBL avec des inquiétudes persistantes quant à l'avenir des financements du secteur.

40 ans de l'ASBL et Journée internationale de l'alphabétisation

À l'occasion des 40 ans de notre ASBL et de la Journée internationale de l'alphabétisation, un Afterwork est organisé le 12 septembre 2025 à Tournai. L'événement rassemble plus de 150 personnes: apprenants, travailleurs, bénévoles, partenaires associatifs, représentants institutionnels et responsables politiques du territoire.

Dans son discours, notre présidente rappelle que « *Lire, écrire, calculer n'est pas plus un luxe qu'un simple outil d'employabilité. C'est avant tout une porte ouverte sur l'émancipation collective et individuelle.* » et que « *La raréfaction des moyens publics, que ce soit au niveau communal, régional, belge ou européen, ce n'est ni plus ni moins qu'une mise en péril de l'action.* »

En lien avec cet événement, notre directeur est interviewé par plusieurs médias régionaux et nationaux. Au-delà de valoriser le travail mené par notre ASBL, il s'agit également de contribuer à la campagne pilotée par Lire et Ecrire Communauté française *ABC Les préjugés*.

Présentation à Ath d'un récit de vie réalisé avec des écrivaines publiques

En septembre, une rencontre conviviale est organisée à Ath autour de la sortie d'un livre issu du récit de vie d'une apprenante, réalisé avec le soutien de deux écrivaines publiques de PAC. Cette publication représente l'aboutissement d'un important travail d'expression, de mise en mots et de renforcement de la confiance en soi. Ce moment met en lumière l'importance des espaces permettant aux personnes de faire entendre leur parole et de (re)prendre une place dans l'espace social à travers l'écrit.

Conférence-rencontre autour de l'alphabétisation à Leuze-en-Hainaut

À l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le soir du 8 septembre, une conférence-rencontre est organisée à Leuze-en-Hainaut en partenariat avec la bibliothèque communale. La soirée met à l'honneur la collection «La Traversée» ainsi que la présence de Colette Nys-Mazure et du directeur de notre ASBL autour des enjeux liés à l'accès à la lecture pour les adultes.

Participation aux 10 ans du Centre d'accueil Croix-Rouge de Tournai

En septembre, nous participons aux 10 ans du Centre d'accueil Croix-Rouge de Tournai, qui accueille environ 750 demandeurs de protection internationale. Cette participation s'inscrit dans une collaboration développée depuis plusieurs années autour de l'orientation et de l'accompagnement des personnes en formation.

En 2025, le Centre d'accueil Croix-Rouge de Tournai représente à lui seul 39 orientations vers notre ASBL.

Ouverture d'un nouveau groupe à Mouscron

Face à l'augmentation des demandes de formation, un nouveau groupe est ouvert à Mouscron à raison de six heures par semaine. Il est encadré par une nouvelle formatrice bénévole. En 2025, cinq nouveaux bénévoles rejoignent notre ASBL, portant à onze le nombre de bénévoles actifs au sein des groupes de formation. Au-delà de leur rôle essentiel dans le maintien des actions face à l'augmentation des demandes, la présence de bénévoles constitue également, pour les apprenant-es, un signe fort d'un engagement solidaire et militant en faveur du droit à l'alphabétisation.

OCTOBRE : Former l'équipe et ajuster les projets aux réalités rencontrées

Le mois d'octobre 2025 est marqué par plusieurs démarches de formation et de réflexion autour des pratiques pédagogiques, ainsi que par l'arrêt anticipé d'un projet mené en partenariat avec le Forem. Il met en évidence la nécessité d'ajuster les dispositifs aux réalités rencontrées sur le terrain.

Formation de l'équipe pédagogique aux féminismes décoloniaux

En octobre, nous organisons, en collaboration avec Iteco, une formation de trois jours consacrée aux féminismes décoloniaux à destination de l'équipe pédagogique.

Cette formation s'inscrit dans une réflexion plus large sur les rapports de pouvoir qui traversent les pratiques d'alphabétisation dans un contexte marqué par les parcours migratoires, les inégalités sociales, le sexisme, le racisme et le capitalisme.

Les échanges portent notamment sur les liens entre discriminations sociales, représentations culturelles et pratiques pédagogiques. Ils visent à renforcer des approches inclusives, réflexives et attentives aux réalités vécues par les apprenants au sein des groupes de formation.

Participation au Salon des échanges pédagogiques du mouvement Lire et Écrire

En octobre également, les membres de l'équipe pédagogique participent au *Salon des échanges pédagogiques* organisé par le mouvement Lire et Écrire. Cette journée vise à favoriser le partage de pratiques, la mutualisation d'outils pédagogiques et les rencontres entre équipes issues des différentes régionales.

Arrêt anticipé du projet « Renforcement des compétences »

En octobre toujours, le projet *Renforcement des compétences*, mené en partenariat avec le Forem, prend fin de manière anticipée. Le formateur engagé dans le cadre de ce dispositif quitte l'ASBL afin de donner une nouvelle orientation à sa carrière professionnelle.

Dans un contexte où le financement devait de toute façon s'arrêter en décembre 2025, il est décidé de ne pas procéder à un remplacement. Cette expérience permet néanmoins d'identifier plusieurs enjeux importants liés à l'accompagnement de publics peu scolarisés dans les parcours de formation qualifiante, notamment en matière de rythmes d'apprentissage et d'articulation entre accompagnement social et exigences de formation professionnelle.

Des perspectives budgétaires de plus en plus préoccupantes

Le travail budgétaire mené au long de l'été 2025 a progressivement fait apparaître des perspectives particulièrement préoccupantes pour 2026 et les années suivantes.

Plusieurs éléments d'incertitude se cumulent alors : les interrogations concernant la poursuite des financements européens AMIF et FSE+, l'absence d'avancées dans les négociations menées par Lire et Écrire Wallonie avec le cabinet du ministre de l'emploi et de la formation autour de la convention Région wallonne Alpha, la diminution actée de la subvention CISP et sa non-indexation, ainsi que la fin annoncée du financement lié à l'appel à projets *Renforcement des compétences*.

Dans ce contexte, plusieurs scénarios budgétaires étudiés au cours de l'été afin d'anticiper les conséquences possibles sur les activités et sur l'emploi au sein de notre ASBL deviennent de plus en plus probants.

NOVEMBRE : Sécuriser l'avenir matériel et renforcer la prévention interne

Le mois de novembre 2025 marque une étape structurante pour Lire et Écrire Wallonie picarde avec la concrétisation du projet de relogement de notre ASBL. Il est également marqué par la poursuite des démarches de prévention visant à sécuriser les conditions de travail au sein de l'équipe.

Signature du bail pour les nouveaux locaux et préparation du déménagement

En novembre, nous signons le bail concernant les futurs locaux situés rue du Cygne à Tournai. Cette signature concrétise plusieurs mois de recherches engagées à la suite de l'annonce de la reprise des locaux de l'ASBL par le CPAS de Tournai au cours de l'été.

Un des enjeux consistait à regrouper sur un même site les espaces administratifs, l'accueil des apprenants, plusieurs locaux de formation, des espaces de réunion ainsi que différents locaux techniques et de stockage.

Une attention particulière a été portée à l'accessibilité des lieux, à leur proximité avec la gare et les transports en commun, ainsi qu'aux conditions de travail et d'accueil proposées aux apprenants et à l'équipe.

Ce déménagement implique également une importante réorganisation interne : adaptation des horaires et de certains groupes de formation, répartition des espaces de travail, préparation logistique, tri du matériel, transferts administratifs et réorganisation progressive des activités sur plusieurs sites.

Au-delà des aspects matériels, cette étape représente un changement important pour l'équipe et pour le fonctionnement quotidien de notre ASBL. Le projet est donc pensé comme une transition collective visant à maintenir la continuité des missions tout en améliorant progressivement certaines conditions d'accueil, de visibilité et d'accessibilité des activités.

Formation de recyclage « Premiers secours »

En parallèle, plusieurs membres de l'équipe participent à une formation de recyclage en secourisme organisée avec la Croix-Rouge au sein des locaux de l'ASBL. Cette formation porte sur la prise en charge de situations telles que les malaises, troubles de la conscience, AVC, infarctus, crises convulsives ou intoxications.

En 2025, les formations suivies par l'équipe se sont distinguées par leur diversité de thématiques et de formats, avec un total de 17 formations distinctes, représentant 112 jours de formation au total, soit une moyenne d'environ 5,3 jours par personne. Le coût global des inscriptions s'élève à 7.933,77€, ce qui correspond à un investissement moyen d'environ 481 € par ETP (16,5 ETP). Les formations proposées par le réseau Lire et Écrire ont contribué au renforcement des compétences pédagogiques, notamment en didactique, en numérique et en gestion mentale, tandis que les formations internes ont favorisé les échanges de pratiques et consolidé la cohésion d'équipe. Les formations externes, qui représentent à elles seules 50 % du volume total de jours de formation, sont venues compléter ce dispositif en apportant des éclairages sur des enjeux sociétaux majeurs, tels que la migration, la précarité, les souffrances liées à l'exil, ainsi que la posture professionnelle et la gestion du stress. L'ensemble de ces actions traduit une volonté affirmée de soutenir la qualité des pratiques professionnelles et d'assurer une adaptation constante aux réalités du terrain.

DÉCEMBRE : Clôturer l'année et préparer les suivantes

Le mois de décembre 2025 clôt une année particulièrement dense. Marqué par des perspectives de réorganisation, une forte mobilisation de l'équipe et plusieurs temps forts collectifs, il combine à la fois soulagement et stress en lien avec les financements et la gestion concrète de transitions organisationnelles majeures.

Confirmation de financements européens dans un contexte de réduction des moyens

En décembre, nous recevons la confirmation de la prolongation jusqu'à fin 2027 des projets financés par les programmes européens AMIF et FSE+. La reconduction du projet AMIF est annoncée le 16 décembre, suivie de celle du projet FSE+ le 19 décembre.

Ces décisions constituent un soulagement important après plusieurs mois d'incertitudes quant à l'avenir des financements et à leurs conséquences potentielles sur l'emploi et les activités.

Ces prolongations s'accompagnent toutefois d'une diminution significative des montants alloués, la subvention AMIF étant notamment réduite d'environ 25%. Parallèlement, la communication des montants liés à la future convention Région wallonne Alpha négociée par Lire et Ecrire Wallonie confirme également une contraction progressive des financements structurels pour les années à venir, imposant d'envisager des mesures de réorganisation de l'ASBL.

Déménagement vers les nouveaux locaux

Le mois de décembre est également marqué par l'organisation du déménagement vers les nouveaux locaux situés rue du Cygne à Tournai. Cette opération nécessite plusieurs semaines de préparation et implique de nombreuses tâches administratives, logistiques, techniques, informatiques, pédagogiques et organisationnelles.

Le déménagement proprement dit se déroule juste avant les congés de fin d'année, sur deux jours, avec le soutien de déménageurs professionnels et une forte mobilisation de l'équipe. Malgré l'ampleur de l'opération, la transition s'effectue dans de bonnes conditions et sans impact majeur sur la continuité des activités.

Participation au Festival « Trajectoires »

En décembre, nous participons au festival « Trajectoires », organisé à Tournai autour des questions de migration, d'interculturalité et de lutte contre les discriminations. Dans ce cadre, des apprenants présentent une exposition d'œuvres réalisées autour du thème du rêve, mettant en lumière des parcours de vie et des expériences migratoires.

Nous participons également au tournoi interculturel de mini-foot avec deux équipes composées d'apprenants et de membres de l'équipe.

Goûter animé de fin d'année

L'année se clôture par l'organisation d'un goûter animé de fin d'année réunissant environ 150 participants : apprenants, enfants, travailleurs, bénévoles et partenaires. L'après-midi est ponctuée d'un concours de maisons en bonbons et d'un spectacle destiné aux enfants.

L'événement est également l'occasion de projeter deux courts-métrages réalisés avec le GSARA, *L'Or Bleu* et *Lumière*, issus d'un travail mené autour de l'adaptation de contes en théâtre d'ombres et marionnettes par des apprenants de différents groupes.

Conclusion et perspectives : changer pour continuer

Conclusion

Au fil de ces douze mois, ce rapport raconte bien davantage qu'une succession d'activités, de projets ou d'événements. Il met en lumière les tensions profondes qui traversent aujourd'hui notre ASBL et, plus largement, l'ensemble du secteur associatif et non marchand.

Année après année, les besoins augmentent, les situations rencontrées se complexifient et les demandes de formation se multiplient, tandis que les moyens financiers diminuent. Notre ASBL doit composer avec des exigences administratives croissantes, des logiques de financement de plus en plus instables, des contrôles renforcés, des appels à projets limités dans le temps et des politiques publiques qui demandent toujours davantage, tout en réduisant les marges de manœuvre.

Cette évolution dépasse largement notre ASBL ou le secteur de l'alphabétisation. Elle traduit une transformation plus profonde du rôle attendu des services publics et du monde associatif. Là où l'État providence portait historiquement une ambition de cohésion sociale à travers des politiques de solidarité et d'émancipation, les secteurs de la santé, de l'éducation, de la culture, de la formation ou de l'action sociale sont désormais invités à se conformer à des logiques empruntées à l'entreprise : rentabilité, performance, concurrence, efficacité mesurable.

Parallèlement, les difficultés sociales sont de plus en plus renvoyées à la responsabilité individuelle. La figure de « l'entrepreneur de sa propre vie » s'impose : chacun serait responsable de son parcours, de son employabilité et de sa capacité à s'adapter au monde tel qu'il est.

Pourtant, les trajectoires des apprenants racontent tout autre chose :

- Nous ne sommes pas égaux face à la langue ;
- Nous ne sommes pas égaux face à l'école ;
- Nous ne sommes pas égaux face aux démarches administratives, au numérique, à l'emploi, à la santé...

Mais ces inégalités sont de plus en plus invisibilisées ou renvoyées à des responsabilités individuelles. Les difficultés scolaires, sociales ou psychiques sont souvent présentées comme des fragilités personnelles plutôt que comme le produit de conditions de vie, de travail ou d'exclusion. Réduire ces questions à des problématiques individuelles dispense trop souvent de s'attaquer aux causes profondes qui les produisent.

Dans le même temps, une égalité qui devrait nous rassembler semble reléguée à l'arrière-plan : notre égalité en humanité. Il s'agit là d'un point essentiel, qui constitue la base indispensable de toute relation éducative et, peut-être même, de toute relation humaine : nous sommes égaux en humanité.

Trop souvent encore, les politiques sociales, culturelles ou éducatives regardent les personnes à partir de leurs manques : manque de compétences, manque d'autonomie, manque de maîtrise de la langue, manque d'adaptation. Comme si les individus étaient des réceptacles vides qu'il conviendrait de remplir de savoirs, de règles, de culture ou de procédures.

L'expérience de l'alphabétisation nous enseigne précisément l'inverse : personne n'arrive vide dans un local de formation. Chaque homme, chaque femme porte déjà une histoire, une culture, une langue, des savoirs, des résistances, des blessures, des intelligences, des stratégies de survie et une manière d'habiter le monde.

Former ne consiste pas simplement à transmettre. D'ailleurs, former, enseigner ou éduquer sont des verbes qui se conjuguent mal au transitif et au singulier. Ils supposent rencontre, écoute, confiance, réciprocité, conflits parfois, mais aussi reconnaissance mutuelle et construction collective¹.

Le début de l'année 2026 sera marqué, pour notre ASBL, par une réorganisation rendue nécessaire par la réduction progressive de plusieurs subsides. Cette situation entraînera la suppression de plusieurs fonctions au sein de l'association et modifiera notre manière de fonctionner. Ces décisions seront douloureuses. Elles touchent des travailleurs, des équilibres construits au fil des années, mais aussi l'accompagnement des apprenants.

Dans un contexte de restrictions budgétaires croissantes et de fragilisation progressive des politiques sociales, la liberté qu'il nous reste se situe dans notre manière de travailler : maintenir des pratiques de solidarité, traiter les personnes comme des égales en humanité, continuer à répondre collectivement à des réalités que notre société tend de plus en plus à individualiser et défendre quotidiennement l'accès effectif aux droits.

Si nos valeurs et nos orientations restent ancrées dans l'histoire des luttes sociales et ouvrières, ainsi que dans la tradition de l'éducation populaire, un véritable enjeu qui s'impose à nous c'est d'être en capacité de repenser nos modes d'action, en particulier dans la manière dont nous organisons notre projet et notre ASBL. Combinée à des outils comme *l'Entraînement mental*, *l'innovation frugale* (inspirée du concept indien de *jugaad*) doit pouvoir nous inspirer : revoir nos pratiques et imaginer d'autres manières d'agir dans un contexte de ressources limitées.

En effet, les principaux risques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont, d'une part, notre profonde dépendance aux choix politiques posés par les différents niveaux de pouvoir mais aussi, d'autre part, notre manque de créativité et notre difficulté à repenser réellement nos pratiques et nos modes d'action. Car le risque existe de rester enfermé dans cette idée : « on a toujours fait comme ça et cela fonctionnait bien jusqu'à présent ; pourquoi changer ? » (effet *Einstellung*).

C'est le chantier qui nous attend, nous et l'ensemble du Mouvement Lire et Ecrire, pour les années à venir:

- Changer notre manière de faire ;
- Changer nos modes d'organisation ;
- Changer nos façons d'interpeller, de contester, de construire, de travailler²...

Et si changer est nécessaire, c'est pour nous permettre de continuer :

- Continuer à faire vivre des espaces d'apprentissage, de solidarité, de culture, de parole et d'émancipation, malgré les restrictions et les incertitudes ;
- Continuer à croire que personne ne se résume à ses difficultés ;
- Continuer à faire le pari de la solidarité plutôt que celui de la mise en concurrence.

Parce qu'au fond, derrière chaque apprenant, chaque groupe, chaque projet, chaque permanence, chaque texte écrit ensemble, chaque mot déchiffré, chaque prise de parole hésitante puis assumée, c'est toujours la même chose qui se joue : la possibilité, pour des femmes et des hommes, de reprendre pleinement leur place dans le monde.

¹ Paulo Freire l'exprimait déjà avec force en 1970 : « Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde. » (in La pédagogie des opprimés)

² Une des premières questions qui se pose nous renvoie déjà à ceci : comment, et quelle place donner à l'IA dans notre organisation ?

Et c'est cela que nous continuerons de défendre dans les années à venir : des droits, des solidarités, des espaces collectifs et, tout simplement, une certaine idée de l'humanité.

Perspectives

Dans ce contexte, l'année 2026 s'ouvrira sur une phase d'adaptation importante visant à garantir la continuité des missions dans un environnement en transformation.

Des décisions prises par le Conseil d'administration se traduiront par une réorganisation des activités, centrée sur le maintien prioritaire des actions de formation. Ce recentrage impliquera des choix organisationnels et humains importants ainsi qu'une adaptation du fonctionnement de l'ASBL aux moyens disponibles.

Une attention particulière sera portée à la sécurisation du travail de l'équipe. Le travail engagé autour des risques psychosociaux se poursuivra, avec pour objectif de clarifier les cadres de travail, de réguler les charges et de soutenir les travailleurs dans un contexte marqué par des changements importants.

Le déménagement vers les nouveaux locaux constitue un autre élément important de cette transition. Il ouvre des perspectives d'amélioration en matière de conditions de travail, de regroupement d'activités et de fonctionnement collectif, tout en nécessitant des ajustements en continu au cours de l'année 2026.

Les modalités d'accueil, d'orientation et d'accompagnement évolueront également afin de mieux correspondre aux capacités réelles des groupes et aux conditions nécessaires au travail pédagogique, dans un contexte de demandes croissantes.

Parallèlement, les transformations observées dans les profils des publics, détaillées dans l'Annexe de ce document « Évolution des publics 2015-2025 », conduisent à développer de nouvelles pistes d'action. Le renforcement d'initiatives en lien avec le monde du travail constitue à cet égard un axe à explorer, afin de toucher des publics aujourd'hui moins présents dans les dispositifs classiques et de lever certains freins à l'entrée en formation.

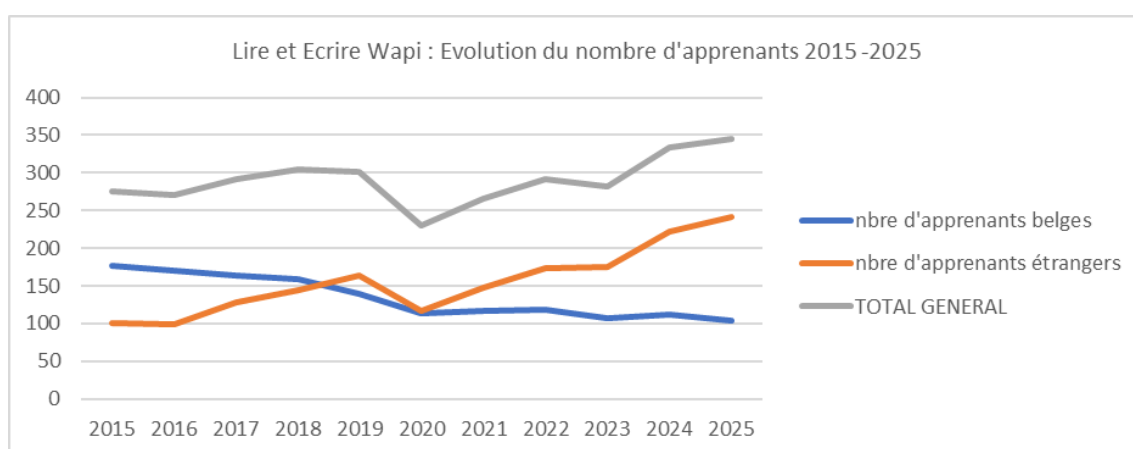
Enfin, dans un environnement marqué par l'évolution des financements, notamment européens, un travail de repositionnement stratégique sera engagé auprès de la Région wallonne et de responsables politiques et institutionnels de notre territoire afin de sécuriser la poursuite de certaines actions dans des dispositifs plus structurels à moyen terme.

Annexe : Évolution des publics 2015-2025

Au cours de la période 2015–2025, notre activité a connu une évolution significative, tant en termes de volume que de composition des publics. Le nombre total d'heures est passé de 44.710 en 2015 à 53.592 en 2025, tandis que le nombre de stagiaires a progressé de 276 à 345. Cette évolution traduit une dynamique de développement³ et une capacité d'adaptation aux transformations de notre territoire.

Derrière cette progression globale se dessine une transformation structurelle importante des publics. Le nombre de stagiaires belges a diminué de manière continue, passant de 176 en 2015 à 104 en 2025, soit une baisse d'environ 40 %. À l'inverse, le nombre de stagiaires étrangers a fortement augmenté, passant de 100 à 241. En 2025, environ 70 % des apprenants sont de nationalité étrangère.

Cette modification s'inscrit dans une tendance qui semble observée à l'échelle de l'ensemble des régionales wallonnes de Lire et Ecrire, où la répartition actuelle est similaire (environ 30 % de Belges et 70 % de personnes étrangères, contre 42 % / 58 % en 2015).



Une transformation progressive des réalités migratoires

La Wallonie picarde ne présente pas une tradition ancienne d'immigration. Les premiers flux migratoires significatifs apparaissent au début des années 2000, avec des publics majoritairement scolarisés orientés vers des formations de Français Langue Étrangère.

Un tournant intervient à partir de 2015 avec l'ouverture des centres d'accueil de Tournai et Mouscron, représentant ensemble environ 1.500 places d'accueil. L'implantation de ces deux centres s'accompagne d'une augmentation des demandes en alphabétisation de la part de publics présentant, pour une part importante, des parcours scolaires interrompus, fragmentés ou inexistantes.

Face à l'arrivée de ces hommes et ces femmes sur notre territoire, notre ASBL a adapté ses pratiques et mobilisé des moyens spécifiques, notamment via le Fonds européen AMIF. Le développement de formations en alphabétisation orale s'inscrit dans cette volonté d'adaptation aux besoins émergents. Cette dynamique constitue un levier important, tout en s'inscrivant dans un horizon incertain, la programmation actuelle prenant fin en 2027⁴.

En 2025, nous dénombrons 40 nationalités⁵ représentées dans nos groupes. Cette diversité reflète des parcours migratoires multiples et des réalités de vie souvent marquées par l'exil, l'instabilité

³ Cette progression s'inscrit toutefois dans un contexte de moyens contraints. Depuis l'entrée en vigueur du nouvel agrément CISP en 2023, le volume d'heures agréées a diminué d'environ 5 %, passant de 36 390 heures annuelles à 34 565 heures, en raison d'une non-atteinte des volumes lors des années de référence retenues.

⁴ Le Fonds AMIF cofinance quatre groupes de formation permettant d'accueillir une centaine d'apprenants chaque année.

⁵ 39 et une personne apatride

administrative (titres de séjour, accès à la nationalité, ...), les difficultés de logement, les problèmes de santé, l'isolement social et la précarité économique.

■ Une diversité de parcours et de besoins

Derrière cette diversité, parmi nos apprenants, les parcours se structurent autour de trois grandes configurations :

Personnes installées de longue date (29 %)

Présentes en Belgique avant 2015, il s'agit majoritairement de parcours migratoires anciens, souvent liés à des migrations économiques ou familiales, principalement originaires du Maghreb. Ces personnes sont installées de longue date sur le territoire, mais restent confrontées à des difficultés persistantes en matière de lecture, d'écriture ou d'insertion.

Arrivées entre 2015 et 2020 (41 %)

Liées notamment à la crise syrienne et à l'ouverture des centres d'accueil. Plusieurs années après leur arrivée, les besoins restent importants en matière de maîtrise du français et d'accès à la formation ou à l'emploi.

Primo-arrivants récents (30 %)

Arrivés entre 2021 et 2025, principalement originaires d'Afrique subsaharienne, souvent confrontés à une précarité administrative et sociale importante ainsi qu'à des besoins élevés en alphabétisation.

Ces trajectoires différenciées mettent en évidence la diversité des besoins et des rapports à la formation.

Des réalités de vie qui influencent les parcours de formation

Derrière les demandes de formation se situent des situations souvent complexes. Certaines personnes accèdent à la formation après plusieurs années d'errance administrative. D'autres doivent composer avec des conditions de logement précaires, des problèmes de santé, des responsabilités familiales ou des contraintes administratives importantes.

Dans ce contexte, l'alphabétisation ne se limite pas à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Elle s'inscrit dans une démarche globale d'accès à l'autonomie, incluant la compréhension des démarches administratives, l'accès aux soins, la mobilité et la participation sociale.

Dans les dispositifs soutenus par l'AMIF, ces réalités se répercutent directement sur la participation, avec un taux de présence moyen de 61 %, ce qui s'explique notamment par le fait que les apprenants doivent composer avec des contraintes administratives, des difficultés de mobilité, des problèmes de santé ou des responsabilités familiales.

Par ailleurs, nous observons que certaines personnes, à mesure de leur progression, deviennent des ressources pour leur entourage dans les démarches du quotidien. Elles sont dès lors davantage sollicitées, ce qui peut également influencer leur disponibilité et leur présence en formation.

■ Femmes, migration et alphabétisation

Parmi les publics en alphabétisation, les femmes sont particulièrement représentées dans les dispositifs visant les personnes migrantes peu ou pas scolarisées. Au sein des groupes soutenus par l'AMIF, elles représentent 57 % des apprenants, contre 38 % parmi les publics scolarisés en Belgique fréquentant notre ASBL.

Dans les groupes, nous observons que ces femmes cumulent plusieurs difficultés : obstacles linguistiques, précarité, dépendance administrative, isolement social et responsabilités familiales.

Ces réalités s'inscrivent dans des contextes plus larges d'inégalités d'accès à l'éducation dans certains pays d'origine. Si, à l'échelle mondiale, les écarts d'accès à l'éducation entre filles et garçons se sont fortement réduits au cours des dernières décennies, notamment au niveau de l'enseignement primaire où la parité est aujourd'hui presque atteinte (UNESCO), dans les contextes les plus fragiles, notamment en Afrique subsaharienne ou dans les zones de conflit, les filles restent davantage exposées au risque de non-scolarisation et d'interruption des parcours éducatifs. Par exemple, selon l'Unicef, en Afghanistan, plus d'un million de filles sont privées d'enseignement secondaire depuis 2021 et plus de deux millions exclues de l'école. En Afrique subsaharienne, le mariage précoce concerne une part importante des jeunes femmes, souvent supérieure à un tiers dans plusieurs pays, et constitue un facteur majeur d'interruption scolaire.

Ces éléments influencent les conditions d'entrée en formation et les parcours d'apprentissage.

Des modalités différentes d'accès à la formation

La modification des publics s'explique également par des différences importantes dans les modalités d'accès à la formation.

Sur notre territoire, les publics étrangers bénéficient aujourd'hui de circuits d'orientation structurés. En 2025, le centre Croix-Rouge de Tournai représente 39 orientations vers les dispositifs, tandis qu'à Mouscron, la quasi-totalité des nouvelles entrées de personnes étrangères concerne des résidents du centre Fedasil⁶.

À l'inverse, les publics belges en situation d'illettrisme rencontrent des freins spécifiques. L'entrée en formation est souvent rendue difficile par des facteurs liés au vécu scolaire, à la stigmatisation ou à la difficulté de formuler une demande. L'accès repose largement sur des démarches de sensibilisation et de formation de relais de première ligne. Dans ce contexte, la suppression en 2017 puis en 2019 de fonctions liées à la sensibilisation a contribué à fragiliser les dynamiques de repérage et d'orientation.

Une adaptation des pratiques et des compétences

Face à ces évolutions, les pratiques pédagogiques se sont modifiées pour s'ancrer davantage dans des situations concrètes et intégrer les dimensions sociales et culturelles des apprentissages.

Les partenariats se sont renforcés avec les acteurs de l'Intégration (CRI, PIT, Service d'accompagnement pour primo-arrivants du Forem, etc) et les compétences de l'équipe se sont développées, notamment en didactique de l'oral, en compréhension des contextes migratoires et en approche interculturelle.

■ Obtenir la nationalité belge : un enjeu de reconnaissance et d'accès aux droits

Pour de nombreux apprenants d'origine étrangère, l'obtention de la nationalité belge représente l'aboutissement d'un parcours d'intégration important. Au-delà de l'aspect administratif, elle apporte un sentiment d'appartenance et une reconnaissance de leur place dans la société belge.

La réforme de 2012 du Code de la nationalité belge a rendu cette démarche particulièrement difficile pour les personnes analphabètes, en imposant la preuve d'une connaissance linguistique de niveau A2, à l'oral comme à l'écrit. Cette exigence excluait de fait des personnes capables de communiquer oralement en français, mais ne maîtrisant pas la lecture et l'écriture. Cette difficulté a été

⁶ Chez les résidents de Fedasil à Mouscron, le délai moyen entre l'arrivée en Belgique et l'entrée en formation est de 1,7 an. Les résidents Fedasil entrent en formation plus de deux ans plus tôt en moyenne que les autres (4 ans).

progressivement reconnue et a conduit à une modification de la législation en 2024. Depuis lors, des modalités adaptées sont prévues pour les personnes analphabètes dans le cadre d'une demande de nationalité belge.

Lire et Écrire Communauté française, avec le soutien d'Unia, s'est mobilisée afin de faire reconnaître l'expertise du Mouvement dans l'évaluation des compétences linguistiques des personnes analphabètes. Lire et Écrire Wallonie picarde s'est pleinement inscrite dans cette dynamique. Depuis 2025, notre régionale délivre des attestations aux apprenants et anciens apprenants dans un cadre rigoureux et harmonisé à l'échelle du mouvement. Ces attestations reposent sur une évaluation linguistique standardisée et sur une procédure encadrée.

Après certaines difficultés initiales de reconnaissance, ces attestations sont désormais acceptées dans les administrations communales où des dossiers ont été introduits. Sur les six attestations délivrées en 2025 par Lire et Écrire Wallonie picarde, trois apprenants ont déjà obtenu la nationalité belge, les autres dossiers étant encore en attente de réponse.

Éléments d'observation et perspectives

La situation actuelle met en évidence un double mouvement : d'une part, une progression de l'activité portée par les publics étrangers et les réalités migratoires ; d'autre part, une diminution du public belge, qui ne traduit pas une absence de besoins mais plutôt une difficulté d'émergence de la demande.

Ce changement s'inscrit également dans un contexte de contraintes structurelles, marqué notamment par une réduction de certains financements, dont la convention de la Région wallonne Alpha, ayant conduit à la suppression d'une fonction qui avait repris des missions de sensibilisation depuis un peu plus d'un an. Cette diminution des moyens a un impact direct sur notre capacité à aller vers les publics les plus éloignés des dispositifs et à soutenir l'émergence de la demande.

Dans cette perspective, l'analyse des publics invite à élargir les modes d'entrée en formation, en tenant compte des caractéristiques spécifiques des personnes les plus éloignées des dispositifs.

Une piste qu'il semble intéressant de creuser est l'élargissement de l'expérience développée depuis 2012 avec les entreprises Eurakor et Le Rucher. Elle montre qu'il est possible de toucher un public majoritairement belge en travaillant l'alphabétisation dans un cadre professionnel, en lien avec des situations de travail, et de lever certains freins liés à la stigmatisation de la formation.

Cette expérience met également en évidence que le monde de l'entreprise peut constituer un relais concret pour toucher des publics peu visibles dans les dispositifs classiques. Elle ouvre des perspectives pour mobiliser d'autres formes de financement, dans un contexte où les subsides publics ne permettent plus de répondre à l'ensemble des besoins et laissent une partie des publics sans réponse adaptée.

■ L'illettrisme : une situation encore bien réelle

On estime aujourd'hui encore qu'un adulte sur dix est en situation d'illettrisme, soit plus de 25.000 personnes en Wallonie picarde. Ces données témoignent de l'ampleur des besoins sur le territoire, y compris en dehors des publics actuellement présents dans les dispositifs de formation. Les enquêtes PISA montrent qu'une part importante des jeunes rencontre des difficultés en lecture, au point que, selon l'association Changements pour l'égalité, « un élève sur quatre sort de l'école sans pouvoir utiliser la lecture de manière fonctionnelle et restera en difficulté face à l'écrit tout au long de sa vie ». Ces constats confirment que les enjeux liés à la maîtrise de la lecture et de l'écriture ne relèvent pas uniquement de parcours migratoires, mais concernent plus largement une partie de la population, dont les difficultés restent peu visibles et qui accèdent difficilement aux dispositifs existants.

Belges et étrangers : quand la formation transforme le quotidien



La formation m'a servi de tremplin vers un contrat en article 60 à la Ressourcerie de Tournai.

J'avais formation le matin et le travail l'après-midi. Cela m'a permis de tenir psychologiquement avant l'arrivée de ma famille.

Mon 4ème enfant est né en février dernier, il s'appelle Ghaïth, ce qui signifie « averse », puisqu'il est né en Belgique.

— **Ali (projet AMIF)**

La formation m'a aidé pour beaucoup de choses.

Cela m'a permis d'affronter les démarches pour mon séjour et de prendre soin de ma santé.

Grâce à ce que j'ai appris en formation, j'ai pu rejoindre ma fille en prenant le train et le bus jusqu'à Liège, elle venait d'arriver d'Angola. Je ne l'avais plus vue depuis des années.

— **Manuel (projet AMIF)**



La formation chez Lire et Ecrire m'aide pour comprendre le pays et aller vers les gens. Je dis souvent : « je suis quelqu'un de très sociable en arabe, mais très timide en français ».

Petit à petit, j'essaie de discuter avec les gens dans la rue et avec mes voisins.

— **Mouafik (projet AMIF)**

Aujourd'hui, en regardant le chemin parcouru depuis mes débuts dans la formation (...) je ressens une immense fierté. Grâce à cette formation, j'ai pu améliorer mes compétences en écriture, en lecture et en calcul. Un simple exemple : je peux désormais commander seul mon matériel de pêche sur internet, ce qui était autrefois difficile sans l'aide de ma compagne ou de ma fille. (...) J'encourage les personnes intéressées par cette formation à s'y inscrire.

— **Philippe (Travailleur au Rucher)**



Quiz : Saurez-vous identifier les 39 drapeaux représentant les nationalités des apprenant-es en 2025 ?



Réponses : Afghanistan, Algérie, Angola, Belgique, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo RDC, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, Érythrée, France, Guinée, Iran, Irak, Italie, Koweït, Mali, Maroc, Mauritanie, Moldova, Pakistan, Palestine, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Togo, Turquie, Ukraine.

En 2025, Lire et Écrire Wallonie picarde a poursuivi ses missions dans un contexte marqué par l'augmentation des besoins, la fragilisation des publics, la diminution des moyens et la nécessité de repenser son organisation.

Ce rapport d'activités prend la forme d'une chronique annuelle. Mois après mois, il donne à voir le travail concret mené par l'ASBL : formations, projets collectifs, actions de sensibilisation, partenariats, accompagnement des apprenant-es, mobilisation de l'équipe et adaptation continue aux réalités du terrain.

Mais il raconte aussi ce qui se joue derrière les chiffres : les tensions budgétaires, les exigences administratives, les transformations des publics, les choix difficiles, les incertitudes institutionnelles et les efforts nécessaires pour maintenir des espaces d'apprentissage, de parole et d'émancipation.

À travers cette traversée de l'année 2025, Lire et Écrire Wallonie picarde réaffirme une conviction essentielle : l'alphabétisation n'est pas une réponse marginale à des difficultés individuelles. Elle constitue un droit fondamental, une condition d'accès aux autres droits et un levier indispensable pour permettre à chacun-e de prendre pleinement sa place dans la société.

Ce rapport témoigne d'une année exigeante, mais aussi d'une énergie collective : celle des apprenant-es, des travailleurs, des bénévoles et des partenaires qui, malgré les contraintes, continuent à faire vivre une certaine idée de la solidarité et de l'éducation populaire.



Lire et Écrire Wallonie picarde ASBL Rue du Cygne, 7 - 7500 Tournai

✉ wallonie.picarde@lire-et-ecrire.be

☎ +32 479/62.34.43

IBAN : BE38 8792 2893 0172

BIC : BNAGBEBB

N° d'entreprise 0443.204.183

RPM Hainaut division Tournai



Cofinancé par
l'Union européenne



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

